

affaiblissent des éléments trop remuants, comme les postier-e-s parisien-ne-s dont les mandats ont été retirés par les chefs de SUD-PTT 75 suite à une intervention orale probablement trop autonome et énergique dans un bureau non-gréviste). Chercher la rencontre, le lien, les solidarités horizontales avec d'autres secteurs, d'autres groupes, d'autres populations en lutte. Voici une piste prometteuse où un slogan normalement ronflant prend une autre saveur : « *Chômeurs, précaires, intermittents, cheminots et postiers, avec ou sans papiers, c'est tous ensemble qu'on va gagner !* »

«Lynchage d'un jeune Rrom : ce drame doit servir d'ultime alerte !»

Un participant au rassemblement du 27 juin témoigne : « *Le groupement Paix et justice pour tous les Darius des quartiers a lancé lors d'un rassemblement devant la Mairie de Pierrefitte, une des villes les plus pauvres du 9-3, un cri d'alarme générale. Cette manifestation était le fruit d'une prise de conscience nouvelle dans une mouvance d'ordinaire atomisée, qui était réunie dans une analyse commune de la gravité de la situation : la violence d'État qui en persécutant et déshumanisant les Rroms et en abandonnant les populations des quartiers dits sensibles à la misère, doit être désignée comme la vraie responsable d'une nouvelle sorte de violence, celle qui sévit entre les exclus. Cette nouvelle voix était d'autant plus salutaire qu'elle est la seule à s'être élevée.* » <http://rroms.blogspot.fr/>

Expulsions des campements de Rroms

Corbeil, Bezons, Ablon-sur-Seine, Lyon... C'est partout pareil. Invasions des « *bandes armées du capital* » (Marx) au petit matin, juges complices, matraque, tonfas, gazeuse, bulldozer, coup de pompe dans leurs pauvres affaires... La République montre ses dents avariées, dehors les « *basanés* »... jetés plus loin. La gôche, la main dans le cambouis fait le sale boulot raciste. Ce n'est pas nouveau, mais sous la gôche c'est devenu un système.

> Cette fois-ci ça commence à sentir mauvais

Cette fois-ci ce ne sont pas des flics qui tapent et gazent. Pas directement. Un groupe de jeunes du quartier de Barbès à Paris, gazent copieusement d'autres jeunes, des harragas, des clandestins qui ont échappés aux naufrages dans la Méditerranée. À Pierrefitte (93), Darius, un jeune Rrom roumain, accusé de vol, est carrément lynché – à ce jour, il est toujours dans le coma – par un groupe qui, d'après les médias, venait de la cité des Poètes.

Cette fois-ci ce sont des pauvres et discriminés qui agressent des encore plus pauvres et encore plus discriminés. Un habitant de la cité dit : « *Ici, il n'y a pas un ciné pas un centre commercial, pas une piscine, pas un parc pour les enfants, pas un toboggan.* » En revanche il y a un chômage étouffant, incontournable, un avenir définitivement bouché, une relégation sociale, une répression policière constante.

Bien sûr, à Pierrefitte ou à Barbès on se trompe d'ennemis. Ces colères aveugles devraient viser les vrais responsables : les partis politiques au pouvoir hier et aujourd'hui, qui ont fait et font du FN, qui distillent la haine raciale, pour qui « *la bonne finance est l'amie du gouvernement* ». Alors de tels événements au sens confus, complexe, nous laissent démunis. N'empêche que Barbès et Pierrefitte doivent nous inquiéter. De la lutte des opprimés contre les opprimés seule l'extrême et l'ultra-droite fascisantes peuvent profiter.

L'association *la Voix des Rroms* a cité à comparaître M. Valls par acte d'huissier pour « *incitation à la haine raciale* ». Une idée : mener une campagne unitaire pour soutenir cette initiative salutaire ne pourrait-il pas ouvrir une voie pour exprimer, ensemble, notre haine et rage contre les vrais ennemis à la tête de l'État ?

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°132 • juillet / août 2014

Recevoir ce bulletin par Internet : contact@resistons.lautre.net. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Des lueurs tenaces

En ces temps mornes où la guerre entre pauvres montre sa sale gueule, des combats porteurs existent et persistent, qui voient s'allier différents groupes de travailleurs, intermittents, chômeurs. En région parisienne par exemple, des postiers du 92 sont en grève contre la dégradation de leurs conditions de travail depuis plus de cinq mois, rejoints en mai par des postiers du 91 et de Paris 15^e. Depuis juin ils et elles participent régulièrement aux actions incessantes – notamment d'occupation – de la Coordination des intermittents et précaires contre la nouvelle attaque sur l'assurance-chômage qui vise en fait l'ensemble du régime d'indemnisation y compris l'intérim. Et même si la grève des cheminots contre le découpage de la SNCF en trois pôles (pour mieux privatiser ses secteurs rentables) n'a pas duré plus de deux semaines, cela a suffi pour organiser sur la fin des manifestations et rassemblements communs et indépendants avec les autres secteurs en lutte, à l'encontre des directions de la CGT et de SUD qui, poussées par la base, avaient appelé et permis la grève,

mais qui ne pouvaient accepter d'en perdre le contrôle. Et même si le festival d'Avignon a bien lieu, la détermination reste profonde chez beaucoup (on ne se bat pas en dansant nu ou en épinglant un carré rouge sur sa chemise, mais en sabotant concrètement la tenue des spectacles), notamment dans la volonté de tisser des liens entre personnes en lutte. Pour celles et ceux qui paraissent les plus coriaces la répression est rampante : trois convocations à la sûreté territoriale parisienne (21 mai, 25 juin, 2 juillet) pour plusieurs postiers syndicalistes du 92 en grève, pour des prétextes bidons qui pour le moment ne tiennent pas (dégradations, agressions, vols...). L'alliance systématique entre gouvernement, patronat et police se rappelle bien à nous, entre les lacrymos, les licenciements, les gardes-à-vues, les commissions disciplinaires... Mais à chaque convocation environ 200 personnes diverses et variées se sont rassemblées en solidarité, la dernière aux cris de « *Vigiles, police, répression, hop ! Tout ça à la poubelle !* » Agir et s'organiser concrètement à partir de là où on est, de manière indépendante (y compris vis-à-vis des directions syndicales qui sanctionnent et

➤ RiPOSTE dans les quartiers populaires

À Besançon dans la nuit du 15 juin, une caméra de surveillance a été mise hors-service dans le quartier de la Grette aux 408. Les flics ont placé en GAV avec comparution immédiate une personne qui a été condamnée à 7 mois de prison, dont 4 avec sursis et mise à l'épreuve avec mandat de dépôt, la ville lui réclame 4 645 euros. Cette même caméra avait permis aux flics le dimanche 8 juin d'identifier six personnes suspectées d'avoir pris à partie une patrouille de police alors qu'elle tentait d'interpeller un habitant du quartier. La voiture des flics est repartie avec de gros impacts sur le pare-brise et une portière vandalisée, tandis qu'un bleu aurait reçu des coups.

À Barbès. Le 2 juillet 2 flics qui interviennent boulevard de la Chapelle sur une bagarre au couteau sont pris à parti par la population. Gazés, caillassés, un des policiers se fait voler sa matraque. Le 5 juillet à l'angle Caplat-Charbonnière, des forces de l'ordre interpellent un vendeur à la sauvette. Une centaine de personnes se mobilise pour libérer la personne contrôlée. Les flics sont gazés. Il leur faudra des renforts pour conduire le jeune homme en garde-à-vue.

À Millau, le 25 juin un rassemblement a eu lieu à la mémoire de Nabil, 25 ans, abattu, il y a deux ans d'une balle tirée par un agent de la BAC. Au vu des déclarations fluctuantes du procureur et des officiers de la Bac, on ne sait toujours pas ce qui s'est vraiment passé cette nuit-là. Sa famille et ses amis réclament justice et vérité. Infos et contact : graindeselmillau@hotmail.fr

À Paris, Lamine Dieng a été étouffé par la police le 17 juin 2007 alors qu'il était menotté et immobilisé face contre terre. Tandis qu'un policier pressait sa tête, quatre autres comprimaient son thorax, agenouillés sur son corps. 7 ans après cet homicide barbare, le juge d'instruction vient d'envoyer une ordonnance de non-lieu. Quelque 150 personnes ont manifesté le samedi 21 juin parcourant les rues du 20e arrondissement parisien. La famille a rappelé sa détermination, malgré le déni judiciaire, de poursuivre son combat. Pas de justice, pas de paix. Lamine on ne t'oubliera pas!
<https://www.facebook.com/collectif.laminedieng>

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Police, justice, prison : la réponse de l'État aux questions sociales

Le samedi 17 mai, une manifestation regroupait plus de 1 500 manifestants au départ de la préfecture à Nantes solidaires face à l'acharnement de l'État contre la mobilisation autour de la construction du futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes : répression lors de la manifestation du 22 février 2014 (avec de nombreux blessés notamment au Flashball, 3 personnes ont perdu l'usage d'un œil et l'État, content du travail de ses cagnes, leur a accordé une prime exceptionnelle), mais aussi dans les tribunaux. Depuis, au moins 22 personnes ont été arrêtées. Plusieurs ont été incarcérées, notamment en détention provisoire... des dossiers vides comblés a posteriori par le travail de flicage de la DGSI (Direction générale de la Sécurité intérieure), des photos floues de personnes masquées. Avec la mutilation par Flashball pour appuyer la répression et l'intervention de la police politique pour isoler et emmurer a posteriori, l'État voudrait distiller la peur au plus grand nombre. Mais la mobilisation se poursuit, le 19 juin, 200 personnes se rassemblaient malgré tout devant le tribunal de Nantes. Le soir même, une maison de la ZAD s'ouvrait dans Nantes. Solidarité !

« L'État m'a tabassé, il a fait son travail »

Mathieu Rigouste chercheur spécialiste de la Police Française, militant contre les violences policières revient sur son agression par des flics en juin 2013 qui lui a valu des séquelles physiques et une convocation à comparaître pour « violence aggravée et outrage » en février prochain, à lire sur <http://resistons.lautre.net/spip.php?article540>

Calais : évacuations, rafle, enfermements, expulsions et tirs de carabine

À Calais, depuis le démantèlement de deux camps d'exilés le 28 mai dernier (voir RE 131), 500 d'entre eux, hommes, femmes et enfants, afghans, soudanais, érythréens, syriens... sont parvenus à occuper l'espace de distribution de repas de la rue de Moscou, rebaptisé *camp salam* par eux. Une manifestation a été organisée le 7 juin, les exilés y réclamaient d'être traités « *comme des humains et non comme des animaux* » et notamment d'être mis « *à l'abri des contrôles policiers, de ses mauvais traitements et des expulsions* ». Dans la nuit du 14 juin, un vigile de 25 ans s'est servi de sa carabine à air comprimé pour tirer dans le dos d'un migrant et dans l'avant-bras d'un deuxième. Le mercredi 18 juin, la préfecture a informé les migrants et les médias que le lieu occupé devait être libéré au plus vite sous peine d'expulsion. Un « dispositif exceptionnel » a été proposé pour ceux qui demanderaient l'asile : il s'agissait d'une mesure en trompe-l'œil, visant à préparer les rafles et les placements en rétention du 2 juillet et à faciliter le renvoi dans leur pays d'origine des personnes n'ayant pas demandé l'asile. L'avocat des migrants a saisi la Cour européenne des droits de l'homme, accusant le gouvernement français de procéder à des expulsions illégales, mais rien n'y a fait : le 2 juillet la police a débarqué dès 6h du matin, encerclé le lieu, une fois les journalistes et les militants sortis de force à coups de gaz lacrymos. 3 autres squats de Calais ont été évacués dans le même temps. 600 personnes ont été raflées et embarquées dans les bus. 206 ont été envoyés dans différents centres de rétention. Certains ont été renvoyés dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays d'Europe. D'autres ont été relâchés (parfois même à Paris) et sont déjà de retour à Calais. Face à cette violence d'État d'un cynisme inouï, la résistance ne faiblit pas : à Rennes, des militants se sont cotisés pour louer un bus qui a permis aux exilés qui le souhaitaient de revenir à Calais où un appel à manif a été lancé pour le samedi 12 juillet 14h.

À Lille comme ailleurs, reste pauvre et ferme ta gueule !

Le 9 avril, suite à une plainte de Transpole (l'organisme de transports publics de Lille), deux membres de la mutuelle des fraudeurs de Lille ont été mis en garde à vue, leur appartement a été perquisitionné, leurs ordinateurs confisqués : ils inciteraient à la fraude... Depuis 5 ans, la mutuelle des fraudeurs de Lille lutte pour la gratuité des transports publics. C'est aussi un lieu d'entraide entre personnes qui n'ont pas les moyens de payer leur place dans le métro ou le bus : chacun met un peu d'argent dans une caisse et cela permet de payer les amendes. Une manif de soutien, a eu lieu le 15 mai avec pour slogan principal : « *Avec Transpole, reste pauvre et ferme ta gueule !* »

Défoulements racistes à l'occasion des matchs de L'Algérie

Ça a commencé avec l'extrême droite (affiches de bloc identitaire à Barbès prophétisant une quasi guerre civile, tweets dénonçant des dégâts imaginaires causés par des foules d'algériens en délire...), continué dans les médias qui n'ont cessé d'annoncer et de déplorer des « troubles » qui n'ont jamais eu lieu. Mais les politiques n'ont pas été en reste : Valls a qualifié les supporters festifs de l'Algérie d'« insupportables » et Estrosi a carrément pris un arrêté pour interdire le déploiement de « drapeaux étrangers ostentatoires » dans les rues de Nice les soirs de match.

Une répression dans l'indifférence

Pendant que tous les médias présents au Brésil sont braqués sur les terrains de foot, la police tire à balles réelles sur les manifestants. Leur seul tort c'est de revendiquer des investissements nécessaires dans l'éducation, les transports, la santé et des logements dans presque tout le Brésil ; São Paulo, Rio, Brasilia, etc. Avec un slogan qui est devenu le cri de ralliement « *Si je n'ai pas de droits sociaux, vous n'aurez pas de Coupe du monde* ». Avec un coût total de 11 milliards d'euros, la coupe du monde brésilienne s'impose comme la plus chère de l'histoire.

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...